

Intervenants :

Kati Magi, Chancellor of Justice, membre d'IPCAN, Estonie

Thierry Maurer, Police, Belgique

Keith Leahy, Metropolitan Police, Royaume-Uni

Fabien Jobard, Centre National de la Recherche Scientifique, CNRS, France

Anja Bienert, Amnesty International, Section hollandaise

| Table ronde 3

Accueil des plaignants et groupes vulnérables

Modératrice :

Karoline Fernandez de la Hoz, Observatoire espagnol du racisme et de la xénophobie (OBERAXE), Ministère de l'emploi, des migrations et de la sécurité sociale, Espagne

Rapporteur :

Levent Altan, Victim Support Europe

Intervenants :

Charlotte Storgaard, Autorité indépendante de plaintes contre la police, membre d'IPCAN, Danemark

Général Michel Labbé, Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale, France

Caroline Kerschbaumer, ZARA – Zivilcourage und Anti-Rassismus-Arbeit, Autriche

Herman Renes, Formateur indépendant sur les crimes haineux et la diversité

Robert Kusche, Regionale Arbeitsstellen für Bildung, Integration und Demokratie e.V. (RAA – Sachsen e.V.), Allemagne

11.30 - 12.00

Pause-café

Session Plénière 2

Principales recommandations et perspectives européennes

12.00 - 12.10

Introduction et modération du panel

Aydan Iyigüngör, Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne (FRA)

12.10 - 12.40 | Panel 3

Restitution des échanges des tables rondes par les rapporteurs

Quels sont les principaux enseignements des pratiques et études débattues lors des tables rondes ?

Comment reproduire les pratiques ayant fait leurs preuves dans d'autres pays ?

Quelles sont les recommandations principales pour les actions à venir ?

12.40 - 13.00

Discussion, questions&réponses

13.00 - 14.30

Déjeuner à la cantine du Défenseur des droits

Session Plénière 3

Faire le lien avec les priorités politiques à l'échelle internationale et européenne

14.30 - 14.40

Introduction et modération du panel

Justice Mary Ellen Ring, Garda Síochána Ombudsman Commission, Membre d'IPCAN, Irlande

14.40 - 15.50 | Panel 4

Faire des droits fondamentaux une part intégrée des politiques et des pratiques de sécurité : perspectives européennes

Momodou Malcolm Jallow, Comité sur l'Égalité et la non-discrimination de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Daniel Drewer, Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (EUROPOL)

Elisabeth Zinschitz, Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL)

Sarah Chander, Réseau européen d'associations de lutte contre le racisme (ENAR)

Sophie Hatt, Direction de la coopération internationale, Ministère de l'intérieur, France

Elizabeth Johnston, Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (EFUS)

Aydan Iyigüngör, Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne (FRA)

Mia Poutanen, Conseil National de la Police, Représentante de la présidence finlandaise au Conseil de l'UE

15.50 - 16.15

Discussion, questions&réponses

16.15 - 16.25

Remarques conclusives

Dunja Mijatović, Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe

16.25 - 16.30

Clôture du séminaire

Claudine Angeli-Troccaz, Adjointe du Défenseur des droits en charge de la déontologie dans le domaine de la sécurité, membre d'IPCAN, France

IPCAN

INDEPENDENT POLICE COMPLAINTS
• AUTHORITIES' NETWORK •

5^E

Séminaire IPCAN

Programme

Les relations police-population : enjeux et pratiques

17&18 Oct. 2019

20, avenue de Ségur - 75007 Paris
Auditorium Marceau Long
France

5^E Séminaire IPCAN

Les résultats d'enquêtes récentes¹, parmi lesquelles celles de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)², révèlent un niveau élevé de confiance de la population envers la police dans les pays de l'Union Européenne. Toutefois, cette confiance est assez variable d'un pays à l'autre, et diminue chez les personnes victimes de manquements à la déontologie de la sécurité, de discriminations, ou de violences de la part des forces de l'ordre.

Les organismes nationaux indépendants en charge du contrôle externe des forces de sécurité, membres du réseau IPCAN³, sont amenés à recevoir des plaintes dénonçant des cas de comportements inappropriés, tels que des discriminations, des situations où il est fait un usage disproportionné de la force ou encore des difficultés rencontrées par les victimes ou des groupes vulnérables dans leurs relations avec la police. Les résultats des enquêtes de la FRA montrent une hausse des contrôles d'identité envers certains groupes.

Bien que le profilage soit considéré par les forces de sécurité comme un outil légitime pour mener des actions de prévention, d'investigation et de poursuite d'infractions pénales, il peut, dans certaines situations, être discriminatoire et illégal et ainsi affecter la confiance envers les autorités, stigmatiser certaines communautés et, plus largement, avoir une incidence durable sur le sentiment d'appartenance à leur pays.

Les développements technologiques font également émerger de nouveaux risques de profilage illégal. Les programmes d'enquête informatisés ou les outils de reconnaissance faciale traitant des données peuvent entrer en contradiction avec le principe de non-discrimination et le droit en matière de protection des données personnelles.

Intitulé « *Les relations police-population : enjeux et pratiques* », le 5^e séminaire du réseau IPCAN est organisé par le Défenseur des Droits et la FRA. Le séminaire a pour objectif d'analyser les moments d'interaction entre police et population et les situations pouvant aboutir à des tensions.

Ce séminaire portera sur les discriminations et le profilage, en particulier au cours des contrôles d'identité, la gestion des manifestations publiques, l'accueil et la protection des victimes et des groupes vulnérables. A travers des sessions plénières et des tables rondes, il sera l'occasion d'explorer les défis concrets auxquels les forces de l'ordre sont confrontées et d'identifier les moyens de les surmonter à partir d'expérimentations et de formations qui ont pu faire leurs preuves.

Cet évènement rassemblera près de 150 praticiens disposant d'une expertise, tels que des membres des forces de police, des autorités publiques, des organismes de contrôle externe des forces de l'ordre, des juristes, des services d'aide aux victimes, des chercheurs et d'autres experts, ainsi que des représentants d'organisations internationales et des institutions de l'Union Européenne.

17 oct.

13.30 - 14.00

Inscription et accueil café

14.00 - 14.15

Ouverture

Jacques Toubon, Défenseur des Droits

14.15 - 14.30

Un maintien de l'ordre fondé sur les droits fondamentaux

Michael O'Flaherty,

Directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, (FRA)

Session Plénière 1

Relations police-population : tendances, défis et opportunités

14.30 - 14.40

Introduction et modération de la session

Sarah Green, Independent Office for Police Conduct (IOPC), membre d'IPCAN, Royaume-Uni

14.40 - 15.30 | Panel 1

Mise en contexte

Sebastian Roché, Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), France

David Martin, Police municipale de Fuenlabrada, Espagne

Omer Mas Capitolin, Maison Communautaire pour un Développement Solidaire, France

Anja Bienert, Amnesty International, Section hollandaise

15.30 - 16.10 | Panel 2

Identification des principaux défis

Rebekah Delsol, Open Society Foundation

Elise Lassus, Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne, (FRA)

Katarzyna Janicka-Pawlowska, Commission Européenne, Direction générale de la justice et des consommateurs

Olivier Fillieule, Institut d'études politiques de Lausanne

16.10 - 17.00

Discussions, questions & réponses

17.00 - 17.15

Remarques conclusives, annonces concernant la 2nde journée

Sarah Green, Independent Office for Police Conduct (IOPC), membre d'IPCAN, Royaume-Uni

18 oct.

08.30 - 08.45

Inscription et accueil café

08.45 - 09.00

Les participants rejoignent les tables rondes

Tables rondes parallèles

Relations police-population : études de cas, pratiques et enseignements

09.00 - 11.30

| Table ronde 1

Profilage, discrimination et contrôles d'identités

Modératrice :

Rebekah Delsol, Open Society Foundation

Rapporteur :

Bas Böing, Police, Pays-Bas

Intervenants :

Marc André Dowd, Commissaire à la déontologie policière, membre d'IPCAN, Québec, Canada

Sally Trattle, Police de Northamptonshire, Royaume-Uni

Hélène Balazard & Naïm Naili, Politicité, France

Julia Ballaschk, Police, Danemark

Patrick Charlier, EQUINET – European Network of Equality Bodies

André Müller, Département de sécurité de Zurich, Suisse

| Table ronde 2

L'encadrement des manifestations publiques

Modératrice :

Anne Willeumier, Institut national des hautes études de la Sécurité et de la Justice (INHESJ), France

Rapporteur :

Christian Wessman, Département des Opérations Nationales de la Police (NAO), ancien Chargé de projet du projet « Bonnes pratiques pour le dialogue et la communication en tant que principes stratégiques pour le contrôle des manifestations politiques en Europe » (GODIAC), Suède

¹Voir les enquêtes EUROSTAT sur la confiance dans la police dans l'étude " Evaluation moyenne de la confiance par domaine, sexe, âge et niveau d'éducation ", https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-datasets/-/ilc_pw03 ; <http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Chart/getChart/themeKy/18/groupKy/88>.

En France, l'enquête sur l'accès aux droits du Défenseur des droits « Relations police/population : le cas des contrôles d'identité » relève que de façon générale, 82% de la de la population a confiance dans la police. Etude de 2016, Défenseur des droits, https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/rapport-enquete_relations_police_population-20170111_1.pdf.

²Second European Union Minorities and Discrimination Survey – Main results report (p.69), EU Agency for Fundamental Rights, <https://fra.europa.eu/en/publication/2017/eumidis-ii-main-results>.

³Concernant IPCAN, voir <https://ipcan.org/fr/>.

Speakers:

Kati Magi, Chancellor of Justice, IPCAN member, Estonia

Thierry Maurer, Police, Belgium

Keith Leahy, Metropolitan Police, United Kingdom

Fabien Jobard, National Centre of Scientific Research (CNRS), France

Anja Bienert, Amnesty International – Dutch Section

| Round table 3

Victims and vulnerable groups

Moderator:

Karoline Fernandez de la Hoz, Spanish Observatory on Racism and Xenophobia (OBERAXE), Ministry of Labour, Migrations and Social Security, Spain

Rapporteur:

Levent Altan, Victim Support Europe

Speakers:

Charlotte Storgaard, Independent Police Complaints Authority, IPCAN member, Denmark

Général Michel Labbé, General Inspectorate of National Gendarmerie, France

Caroline Kerschbaumer, ZARA – Zivilcourage und Anti-Rassismus-Arbeit, Austria

Herman Renes, Independent trainer on Hate crimes issues and Diversity

Robert Kusche, Regionale Arbeitsstellen für Bildung, Integration und Demokratie e.V. (RAA – Sachsen e.V.), Germany

11.30 - 12.00

Coffee break

Plenary Session 2

Key recommendations of the round tables

12.00 - 12.10

Introduction and moderation of the session

Aydan Iyigüngör, EU Agency for Fundamental Rights (FRA)

12.10 - 12.40 | Panel 3

Reporting back from the round tables discussions by the rapporteurs

What are the key lessons learned from the case studies and practices discussed in the round tables?

How to replicate promising practices into other countries?

What are key recommendations for further actions?

12.40 - 13.00

Discussion, Q&A

13.00 - 14.30

Lunch at the cantine du Défenseur des droits

Plenary Session 3

Linking results to policy priorities at International and European levels

14.30 - 14.40

Introduction and moderation of the session

Justice Mary Ellen Ring, Garda Síochána Ombudsman Commission, IPCAN member, Ireland

14.40 - 15.50 | Panel 4

Fundamental rights as an integral part of security practice: European and International perspectives

Momodou Malcolm Jallow, Committee on Equality and Non-Discrimination of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE)

Daniel Drewer, EU Agency for Law Enforcement Cooperation (EUROPOL)

Elisabeth Zinschitz, EU Agency for Law Enforcement Training (CEPOL)

Sarah Chander, European Network Against Racism (ENAR)

Sophie Hatt, Ministry of Interior, France

Elizabeth Johnston, European Forum for Urban Security (EFUS)

Aydan Iyigüngör, EU Agency for Fundamental Rights (FRA)

Mia Poutanen, National Police Board, Representative of Finland's Presidency of the Council of the EU

15.50 - 16.15

Discussion, Q&A

16.15 - 16.25

Concluding remarks

Dunja Mijatović, Council of Europe Commissioner for Human Rights

16.25 - 16.30

Closing of the seminar

Claudine Angeli-Troccaz, Deputy to the Defender of Rights for Ethics in Security Issues, IPCAN member, France

IPCAN

INDEPENDENT POLICE COMPLAINTS
• AUTHORITIES' NETWORK •

5TH IPCAN Seminar

Programme

Relations of the police and the
population: challenges and practices

17&18 Oct. 2019

20, avenue de Ségur - 75007 Paris
Auditorium Marceau Long
France

5TH IPCAN Seminar

Recent survey findings¹ including those of the European Union Agency for Fundamental Rights (FRA)² highlight that a majority of respondents show a high level of trust of the population towards the police in the EU. However, the level of trust varies from one country to another. The level of trust tends to be lower among those who have experienced misconduct, discrimination, or violence.

The Independent Police Complaints Authorities' Network³ (IPCAN), composed of external police oversight bodies, receives complaints on police conduct concerning discrimination or disproportionate use of force. The network also receives complaints from victims and vulnerable groups who face obstacles in reporting to the police. FRA survey results show a trend of increasing police stops and searches targeting certain groups in the population.

Whereas profiling can be a legitimate tool for law enforcement to prevent, investigate and prosecute crimes, discriminatory profiling is unlawful and undermines trust in the authorities, stigmatises some communities and more broadly, affects their sense of belonging to the country.

In addition, new risks for unlawful profiling arise with the use of recent technological developments. Computer-run crime investigation programmes or facial recognition tools that process data may interfere with both the principle of non-discrimination and data protection laws.

The 5th IPCAN Seminar "Relations of the police and the population: challenges and practices" will be hosted by the Defender of Rights and FRA. The seminar will look into moments when police and the population interact and when tensions can arise.

The seminar will focus on discrimination and profiling in particular during police stops and searches, the management of public demonstrations as well as the protection of victims and vulnerable groups. Through plenaries and round-table discussions, the seminar will explore the practical challenges faced by police forces and identify ways to overcome them by building on existing practices and training.

The event will bring together around 150 practitioners with hands-on expertise such as police forces, public authorities, complaints bodies, legal professionals, victim support services, civil society, academics and other experts, as well as representatives of international organisations and EU institutions.

17 oct.

13.30 - 14.00

Registration and welcome coffee

14.00 - 14.15

Opening

Jacques Toubon, Defender of Rights, France

14.15 - 14.30

Fundamental rights-based policing

Michael O'Flaherty,

Director of the European Union Agency for Fundamental Rights, (FRA)

Plenary Session 1

Relations of the police and the population: trends, challenges and opportunities

14.30 - 14.40

Introduction and moderation of the session

Sarah Green, Independent Office for Police Conduct (IOPC), IPCAN member, United Kingdom

14.40 - 15.30 | Panel 1

Setting the scene

Sebastian Roché, National Centre of Scientific Research (CNRS), France

David Martin, Fuenlabrada Municipal Police, Spain
Omer Mas Capitollin, Community House for Solidary Development, France

Anja Bienert, Amnesty International – Dutch Section

15.30 - 16.10 | Panel 2

Identifying key challenges

Rebekah Delsol, Open Society Foundation

Elise Lassus, European Union Agency for Fundamental Rights, (FRA)

Katarzyna Janicka-Pawlowska, European Commission, Directorate-general for Justice and Consumers

Olivier Fillieule, Political Studies Institute of Lausanne

16.10 - 17.00

Discussion, Q&A

17.00 - 17.15

Concluding day 1, preview on day 2

Sarah Green, Independent Office for Police Conduct (IOPC), IPCAN member, United Kingdom

18 oct.

08.30 - 08.45

Registration and welcome coffee

08.45 - 09.00

Participants join the round tables they registered for

Parallel Round Tables

Relations of the police and the population: case studies, promising practices and lessons learned

09.00 - 11.30

| Round table 1

Discriminatory police practices and unlawful profiling

Moderator:

Rebekah Delsol, Open Society Foundation

Rapporteur:

Bas Böing, Police, the Netherlands

Speakers:

Marc André Dowd, Commissioner for Police Ethics, IPCAN member, Québec, Canada

Sally Trattle, Northamptonshire Police, United Kingdom

Hélène Balazard & Naïm Naili, Politicité, France

Julia Ballaschk, Police, Denmark

Patrick Charlier, EQUINET – European Network of Equality Bodies

André Müller, Zurich Security Department, Switzerland

| Round table 2

Management of public demonstrations

Moderator:

Anne Wuilleumier, National Institute of High Studies in Security and Justice (INHESJ), France

Rapporteur:

Christian Wessman, Swedish National Operations Department (NOA), former Project manager of the 'Good practices for dialogue and communication as strategic principles for policing political manifestations in Europe' (GODIAC) project, Sweden

¹See EUROSTAT survey results related to trust in the police in its survey "Average rating of trust by domain, sex, age and educational attainment level", https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-datasets/-/ilc_pw03; <http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Chart/getChart/themeKy/18/groupKy/88>.

In France, the Defender of Rights' study on Access to rights "Relations police/population: the identity controls" indicates that 82% of the majority of the population trust the police. Survey 2016, Defender of Rights, https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/rapport-enquete_relations_police_population-20170111_1.pdf.

²Second European Union Minorities and Discrimination Survey – Main results report (p.69), EU Agency for Fundamental Rights, <https://fra.europa.eu/en/publication/2017/eumidis-ii-main-results>.

³About IPCAN, see <https://ipcan.org/fr/>.